



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2973

## Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Michel Voisin, pour le groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.

M. Michel Voisin. Monsieur le Premier ministre, le 11 septembre dernier, nous avons découvert avec horreur une nouvelle forme de terrorisme. Votre riposte parut immédiate. Vous avez déclenché le plan Vigipirate renforcé. Nos concitoyens se sont sentis globalement sécurisés. Mais voilà ! Deux criminels s'envolent paisiblement vers d'autres cieux ; un match de football hautement symbolique est interrompu, alors que notre hymne national avait déjà été bafoué dans une totale indifférence. En parallèle, et nos concitoyens ne s'y trompent pas, les projets de budget des fonctions régaliennes de l'Etat que sont la défense et la sécurité restent conformes à vos lettres de cadrage de l'été. Ne s'est-il donc rien passé, monsieur le Premier ministre, le 11 septembre dernier ?

Les chefs d'entreprise sont inquiets ; les carnets de commande se vident ; les chiffres du chômage sont en hausse. Vous n'avez pourtant pas révisé votre approche économique (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.) Les gendarmes, les forces de police sont insultés. L'autorité judiciaire est traînée dans la boue. L'Etat de non-droit s'instaure petit à petit. A Paris et dans nos provinces l'appréhension gagne, et les Français s'interrogent. A vous entendre, monsieur le Premier ministre, tout va très bien. Pourrait-il d'ailleurs en être autrement pour un présidentiable soucieux de rallier les suffrages ? (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.) Petit à petit, le vernis majoritaire craque et votre gauche plurielle, plus gauche et plus plurielle que jamais, démontre son incapacité à gouverner. (Mêmes mouvements.)

M. Jean Vila. La question !

M. Michel Voisin. Et voilà qu'aujourd'hui, votre directeur de cabinet (« Ah ! » sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe communiste) publie un livre rompant avec un certain devoir de réserve. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

M. le président. Mes chers collègues, laissez M. Voisin en arriver à l'essentiel !

M. Michel Voisin. Aujourd'hui, la France est une nouvelle fois paralysée par des mouvements sociaux corporatistes indécents compte tenu de l'évolution de la situation internationale. L'incivisme devient la loi. Mais, pour nous, le contrat social impose aussi des devoirs aux citoyens. Monsieur le Premier ministre, nous aimerions savoir si vous comptez reprendre la main. Les Français attendent d'être rassurés. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Lionel Jospin, Premier ministre. Monsieur le député, vaste fresque dont j'ai cru qu'elle allait conduire à l'examen d'un détail du tableau ! Mais, apparemment, ce n'était pas de cela qu'il s'agissait. Comment répondre à l'ensemble de ces interpellations ? En ce qui concerne la politique économique et financière, les réponses vous seront apportées dès cet après-midi dans le débat budgétaire.

M. Edouard Landrain. Tout va bien !

M. le Premier ministre. Simplement, si nous n'avions pas, par une politique volontariste appuyée sur une phase de croissance, créé plus de 1,5 million d'emplois, fait reculer le nombre de chômeurs de plus de 1 million (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe communiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du

groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), nous aborderions cette phase de recul de la conjoncture dans une situation plus difficile.

La France a connu une croissance plus forte que ses grands partenaires européens durant la phase d'expansion. Elle garde une croissance moins faible que ses partenaires au moment où la conjoncture se resserre et le ministre de l'économie et des finances aura l'occasion, dans le débat budgétaire, de faire connaître les propositions du Gouvernement pour la consolidation de la croissance.

S'agissant de la défense, dois-je rappeler que la loi de programmation militaire, que nous n'avions pas votée, qui ne représentait peut-être pas l'essentiel de nos choix, qui avait été centrée sur la professionnalisation, a été respectée par ce gouvernement et sa majorité au nom de la continuité de l'Etat ?

M. Pierre Lellouche. Il manque 80 milliards !

M. le Premier ministre. Comme j'ai eu l'occasion de le dire au Sénat dernièrement, c'est la première fois qu'une fois de programmation militaire est respectée à ce point dans sa réalisation. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. Pierre Lellouche. Ce n'est pas vrai !

M. le Premier ministre. S'agissant de l'action pour la sécurité des Français, depuis quatre ans nous avons constamment favorisé les ministères régaliens, en particulier ceux de la justice et de l'intérieur, par nos créations d'emplois (Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), alors que vous n'aviez pas remplacé les policiers qui partaient à la retraite et que vous aviez créé si peu d'emplois de magistrat et d'auxiliaire de justice. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe communiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Ces moyens, nous les avons mis à la disposition d'un concept de police rompant avec la tradition française centrée sur l'ordre public et la peur des mouvements sociaux et nous avons axé notre action sur la sécurité des Français...

M. François Goulard. C'est faux !

M. le Premier ministre. ... à travers la police de proximité. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Enfin, autre élément que je prends dans cette vaste fresque, après les événements du 11 septembre, le Gouvernement a montré immédiatement à quel point il prenait en compte la sécurité des Français (Rires et exclamations sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), tout en prenant sa part dans la définition de notre politique étrangère et de notre coopération au plan militaire. Nous luttons efficacement contre le terrorisme. (Mêmes mouvements.) Nous avons en effet procédé à des interpellations et nous avons commencé à démanteler des réseaux. Nous prenons en compte l'ensemble des problèmes quotidiens des Français et, dans ce contexte d'inquiétude, vous devriez nous aider dans cette tâche plutôt que de nourrir les incertitudes. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Michel Voisin](#)

**Circonscription :** Ain (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2973

**Rubrique :** Etat

**Ministère interrogé :** Premier Ministre

**Ministère attributaire :** Premier Ministre

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée le** : 17 octobre 2001, page 5957

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 octobre 2001